

AGIR, ENTREPRENDRE ET RÉUSSIR !



**VOTONS
LE BON SENS**

**ÉLECTIONS
CHAMBRES
D'AGRICULTURE**
DU 21 AU 31 JANVIER 2025



votonslebonsens.fr



**« Nourrir la population »,
voilà la mission première des
agricultrices et des agriculteurs de France.**

AGIR, ENTREPRENDRE ET REUSSIR !

« Nourrir nos concitoyens », voilà la mission première des agricultrices et des agriculteurs.

Une évidence pour nous, monde agricole, mais une évidence à rappeler à tous nos concitoyens, à tous nos élus et à tous nos dirigeants mayennais, français, européens.

La crise du COVID et la guerre en Ukraine ont fait surgir au grand jour les limites de notre capacité à produire notre alimentation. Chacun semble avoir enfin compris la fragilité de notre situation : des capacités de production qui s'amenuisent sur notre territoire et des politiques publiques qui favorisent une importation à coût faible. Nous perdons notre souveraineté.

Cette évidence, nous, Jeunes Agriculteurs et FDSEA de la Mayenne, en avons fait notre combat en martelant depuis des années que la mise en danger de notre agriculture était préjudiciable à notre pays : d'un point de vue économique, social et environnemental. Il n'y a pas de Nation puissante sans souveraineté alimentaire !

Grâce à des mobilisations historiques, les politiques agricoles française et européenne ont pu évoluer ces derniers mois. Face au manque de courage politique des décideurs, et après des décennies sans visibilité sur l'avenir, nous avons réussi à remettre sur la table des discussions la souveraineté alimentaire et le besoin de simplification administrative et réglementaire. Des avancées qui ont notamment permis de revenir sur l'obligation insensée de réimplanter des prairies dans la PAC ou encore d'obtenir la défiscalisation du GNR directement à l'achat !

Cependant, le combat débute seulement. Le changement de logiciel que nous attendons n'est pas encore au rendez-vous... On nous dit « essentiels », mais nous continuons à subir des décisions politiques qui préfèrent la contrainte à l'engagement, la sanction à l'accompagnement, la pression d'une concurrence déloyale à la valorisation de nos productions. L'emballage législatif, normatif, et réglementaire étouffe notre capacité à choisir et nous retire toute possibilité d'agir avec tout le bon sens que requiert notre métier.

Alors qu'en Mayenne, nous, Jeunes Agriculteurs et FDSEA, nous sommes toujours portés volontaires pour répondre aux enjeux de nos territoires, notre volonté d'entreprendre est sans cesse entravée. Dans un contexte de renouvellement des générations agricoles, notre capacité à nous adapter et à innover doit plus que jamais être valorisée !

Redonner à notre agriculture mayennaise, visibilité, cohérence et reconnaissance pour renouer avec le goût d'entreprendre,



ON MARCHE SUR LA TÊTE...

Ce cri d'alerte poussé lors de nos récentes mobilisations historiques exprime le ras-le-bol du monde agricole face au décalage entre les belles intentions pour revaloriser l'acte de production et la réalité de notre quotidien :

Les rémunérations insuffisantes pour vivre et pour investir : ÇA SUFFIT !

Trop de producteurs et de productrices ne se rémunèrent pas sur le fruit de leur travail : ce n'est plus tenable ! Exercer un métier de passion ne justifie pas tout !

Nous dénonçons trop de failles, trop de contournements des lois en vigueur. Nous dénonçons des négociations commerciales qui font toujours de la matière première agricole la variable d'ajustement du prix consommateur ! Nous voulons simplement vivre de nos métiers !

Nous voulons investir pour valoriser nos exploitations, pour poursuivre les transitions et installer de nouveaux agriculteurs. Être rémunéré dignement, c'est redonner de la visibilité et de l'attractivité à l'agriculture française.

Les perpétuelles injonctions contradictoires : ÇA SUFFIT !

Les Pouvoirs Publics font mine de comprendre nos besoins d'accompagnement pour relever le défi de la transition écologique mais ce n'est ni la fiscalité punitive, ni les impasses sur les moyens de productions, comme l'accès à l'eau ou aux intrants, qui offrent des perspectives. Face à la nécessité de protéger la biodiversité, nous constatons seulement des réglementations environnementales illisibles, prises en dépit du bon sens, au mépris des réalités agronomiques. Face à l'enjeu de décarbonation de nos activités, la seule voie proposée est la baisse de cheptel.

Comment construire une installation et gérer une entreprise dans ce contexte ? Nous n'atteindrons pas la souveraineté alimentaire sans cohérence entre les discours et les actes !

Les concurrences déloyales : ÇA SUFFIT !

Les importations agricoles ont atteint cette dernière décennie des niveaux inédits. Des importations qui, pour la très large majorité, ne respectent pas les standards agronomiques, environnementaux et sanitaires imposés aux agriculteurs français. L'absence de réciprocité vaut tout autant dans les échanges intra-européens qu'avec les Pays-Tiers. Dans le même temps, les règles permettant d'informer le consommateur ou de tracer l'origine des produits sont sans cesse affaiblies ou ajournées : l'étiquetage de l'origine, que la loi française impose, se heurte au droit européen. In fine, agriculteurs et consommateurs sont perdants. Pour Jeunes Agriculteurs et la FNSEA, une seule ligne : n'importons pas l'alimentation que nous ne voulons pas !

Une attractivité de nos métiers en berne : ÇA SUFFIT !

L'attractivité de nos métiers passe, outre notre juste rémunération, par une équité de traitement avec les autres travailleurs : nous sommes loin du compte si l'on regarde la faiblesse de nos retraites ou les conditions de travail décalées. Tous ces éléments freinent la transmission des exploitations agricoles. Pour donner envie à de nouvelles générations de prendre le relais, il est indispensable de revaloriser l'image de nos métiers pour faire émerger des vocations et de réformer les dispositifs d'orientation de nos jeunes. Cette inaction est un non-sens alors que près de la moitié des agriculteurs et des agricultrices auront atteint l'âge de la retraite dans 10 ans, sachant qu'un quart l'a déjà dépassé !

Les agriculteurs « coupables » : ÇA SUFFIT !

Face à une réglementation environnementale drastique et illisible, les agriculteurs et les agricultrices sont toujours présumés coupables quand un problème se présente. On nous demande de produire durablement, mais on nie notre expertise agronomique et on entrave notre accès aux innovations techniques et technologiques. Nous vivons quotidiennement avec les aléas du climat, au contact d'une nature qui change sans cesse de physionomie. De telles postures sont incompréhensibles et stigmatisantes.

Les Français aiment leurs agriculteurs, le soutien apporté lors des mobilisations du début d'année en est la preuve. Dans un climat politique et médiatique qui fait peser une suspicion insupportable, la division n'est pas souhaitable. Face à la facilité dogmatique, continuons à valoriser et à mettre en avant notre agriculture et nos métiers !



...RETROUVONS LE GOÛT D'ENTREPRENDRE !

Face à ce constat, **NOUS**, Jeunes Agriculteurs et FDSEA de la Mayenne, **NOUS** refusons de subir !

Notre agriculture est une force économique qui participe au rayonnement mayennais, ligérien, français et européen dans le Monde.

Notre agriculture est l'une des plus durables au Monde car les agricultrices et les agriculteurs sont déjà engagés dans la lutte contre le changement climatique.

Notre agriculture est le ciment de la cohésion des territoires.

Ces atouts, nous les portons au quotidien, tous ensemble, pour engager le changement attendu depuis des années. Les conditions de réussite sont connues : **dignité, juste rémunération et accès aux moyens de production.**

Nous avons déjà fait tomber des totems que nous pensions immuables il y a encore quelques mois :

- **en Mayenne**, face à la sanctuarisation des fossés, des cours d'eau et des zones humides, nous avons obtenu de la Préfecture un arrêt du zèle administratif pour permettre à nouveau aux agriculteurs l'entretien régulier des linéaires hydrographiques sans user / abuser de paperasse inutile ;
- **en France**, face à l'absence de courage politique, Jeunes Agriculteurs et FNSEA ont réussi à imposer la souveraineté alimentaire dans le débat public, à l'inscrire dans un projet de loi et à l'instaurer comme cap pour l'agriculture française ;
- **en Europe**, nous avons réussi à faire bouger les lignes de la PAC, et à affaiblir les voix de ceux qui rêvent d'une agriculture sans ses agriculteurs.

Si nous avons réussi – et nous réussissons encore –, c'est parce **que nous disposons d'un levier puissant pour la concrétisation de notre projet : la force du collectif, la force du terrain. Un collectif que beaucoup nous envient et qui ne laisse personne sans solution, aucune production sans soutien, aucun projet agricole sans accompagnement.**



NOUS, nous portons une vision durable pour l'agriculture française : nous agissons pour le renouvellement des générations en agriculture, nous accompagnons les porteurs de projets dès la formation initiale. Nous défendons celles et ceux qui ont exercé ce métier pendant des années pour accompagner leur transmission.

NOUS, nous sommes des interlocuteurs crédibles : malgré nos oppositions souvent marquées avec les pouvoirs en place, nous sommes et resterons toujours force de proposition, en refusant aussi bien l'opposition stérile que les propositions démagogiques ou irréalistes. Sans défiance ni complaisance à l'égard des gouvernements en place, nous portons avec constance et opiniâtreté les revendications du terrain.

NOUS, nous sommes attachés à la culture du résultat : nos combats produisent des effets concrets dans les cours de fermes.

NOUS, nous portons des valeurs fortes et intangibles, de solidarité, d'humanité et d'initiative.

NOUS, nous disposons d'un ancrage territorial unique. La force de Jeunes Agriculteurs et la FNSEA, c'est la capacité à réunir tous les agriculteurs et toutes les agricultures pour être le plus efficace possible dans la défense des intérêts agricoles. Ancrage territorial et unité, deux valeurs indissociables pour le syndicalisme majoritaire.



TOUS ENSEMBLE, soyons unis et déterminés pour porter le projet de retrouver notre goût d'entreprendre;

TOUS ENSEMBLE, soyons acteurs de nos métiers et de nos territoires;

TOUS ENSEMBLE, mobilisons-nous pour porter le projet d'une agriculture ambitieuse, ancrée dans la réalité de son temps et de son environnement, d'une agriculture au service des femmes et des hommes qui la façonnent au quotidien.



NOS ENGAGEMENTS POUR RETROUVER LE GOÛT D'ENTREPRENDRE

01

**ÉQUILIBRER VIE PRIVÉE
ET VIE PROFESSIONNELLE**

02

**RETROUVER LE SENS À LA
PROFESSION D'AGRICULTEUR**

03

**BIEN VIVRE DU
MÉTIER D'AGRICULTEUR**

04

**RENFORCER L'AGRICULTURE
DANS SES TERRITOIRES**

DES MESURES BÉNÉFIQUES À TOUS ET TOUTES

POUR CHACUNE ET CHACUN

POUR NOS TERRITOIRES



POUR NOS EXPLOITATIONS
AGRICOLES



ÉQUILIBRER VIE PRIVÉE ET VIE PROFESSIONNELLE

L'équilibre entre vie privée et vie professionnelle est devenu un enjeu majeur pour les agriculteurs et les agricultrices, particulièrement pour les jeunes qui s'installent. Beaucoup se lancent avec passion dans des journées de travail longues, motivés par un fort sentiment de liberté et une mission de nourrir la population et de préserver les paysages. Cependant, après quelques années, certains réalisent qu'ils ont sous-estimé **l'importance de l'équilibre entre la vie professionnelle, la vie familiale et les engagements ou loisirs extérieurs.**

La question de la « vivabilité » du métier est alors devenue centrale. Après l'application des 35 heures, la progression du travail à l'extérieur pour le/la conjoint(e), l'arrivée du télétravail, etc., les conditions de vie d'agriculteur sont alors remises en question par eux-mêmes. Quand ce n'est pas le célibat qui reste par ailleurs fréquent chez près d'un quart des jeunes installés, ajoutant un sentiment d'isolement.

Conscients de ce nouveau facteur en agriculture, nous insistons sur l'importance du bien-être chez les agriculteurs, au travail comme dans leur vie privée. Tout doit être mis en œuvre pour préserver ce sentiment de liberté qui les a initialement motivés à devenir agriculteurs ! Et pour répondre à cet objectif, libérer du temps de vie privée et favoriser les interactions sociales, **la réflexion sur l'organisation du travail est centrale.**

NOUS AGISSONS POUR :

1// AIDER LES AGRICULTEURS À DÉFINIR LEURS OBJECTIFS

■ **Créer des outils pour le suivi des attentes et des objectifs tout au long de la carrière :** nous souhaitons renforcer l'accompagnement « sur-mesure » des projets de chaque agriculteur, de l'installation à la transmission. Véritable outil pour accompagner les projets, nous demandons notamment la mise en place du diagnostic modulaire, pris en charge financièrement par l'Etat.

■ **Accompagner le parcours d'entreprises des agriculteurs, en fonction de leurs besoins :** c'est évidemment encourager toutes les initiatives des agriculteurs, en adaptant des services propres aux besoins spécifiques exprimés par les porteurs de projets, dans le cadre des stratégies d'entreprises établies.

■ **Créer un module commun au parcours 3P prenant en compte les besoins de la vie privée dans les projets :** forts du succès du parcours à l'installation, nous mettrons de nouveaux moyens en place pour permettre l'analyse des moteurs de vie privée des jeunes et leurs ambitions personnelles.

■ **Aider les chefs d'exploitation à définir leur besoin en main-d'œuvre pour mener à bien leurs objectifs :** c'est, outre les facteurs économiques et techniques, d'aider à considérer la dimension humaine nécessaire à la réussite du projet. S'imposera alors à la stratégie d'entreprise, la réflexion autour du besoin de salariat, d'emploi partagé, d'appels à prestations extérieures...

2// AMÉLIORER LE QUOTIDIEN DES AGRICULTEURS

■ **Créer des groupes de travail sur l'organisation au travail** : nous ambitionnons de créer des groupes d'agriculteurs pour partager leurs leviers d'optimisation du travail. Des audits pourront d'ailleurs être proposés en ce sens pour détecter les besoins d'organisation et les solutions à mettre en place.

■ **Renforcer les actions en faveur de l'emploi dans les zones manquant de main-d'œuvre** : après un diagnostic « offre-demande d'emplois » mené sur le département, nous porterons avec des partenaires comme l'ANEFA 53 et les collectivités un plan d'actions axé sur les zones en déficit de disponibilité de main d'œuvre agricole. Cela inclut des mesures nouvelles telles que le droit à l'essai pour les personnes désirant travailler en agriculture.

■ **Accompagner la modernisation des exploitations** : nul doute qu'il faille continuer à encourager la recherche en agriculture et l'émergence de solutions nouvelles, pour permettre à minima le potentiel productif des exploitations agricoles tout en libérant du temps aux chefs d'exploitations. Nous encourageons en ce sens le renfort de moyens techniques et financiers.

■ **Promouvoir le développement de l'emploi partagé** : dans certains cas, le partage de salarié entre plusieurs exploitations est un moyen d'attirer de la main d'œuvre et de répondre à des besoins organisationnels des chefs d'exploitations en fonction de leurs objectifs.

3// PRENDRE SOIN DE SOI / ÊTRE BIEN DANS SA TÊTE

■ **Miser sur le collectif pour progresser tout au long de la carrière** : c'est une nouvelle fois par le retour d'expériences que chacun peut progresser et relever ses défis économiques et organisationnels. En ce sens, la mise en place de groupes de partage relève de l'ambition que nous portons en faveur du bien-être des agriculteurs.

■ **Axer la recherche sur une meilleure ergonomie au travail et sur des moyens/méthodes pour soulager le corps et la tête** : comme en industrie, l'agriculture bénéficie d'évolutions technologiques permettant de rendre plus faciles certaines tâches au travail. Il reste indispensable de soutenir l'innovation et renforcer les dispositifs d'accompagnement financier pour poursuivre dans cette voie.

■ **Favoriser l'intégration des agriculteurs dans la vie locale** : tout en facilitant le bien-vivre ensemble, nous tenons notamment à offrir aux jeunes actifs les moyens de s'impliquer dans la vie de leur territoire et sortir de la ferme (collectivités, associations, etc.).

■ **Organiser des temps forts pour ouvrir ses horizons** : à l'instar des opérations « Innov'actions » qui connaissent à chaque fois un grand succès auprès des agriculteurs, nous proposons de porter des événements autour de l'optimisation au travail et du bien-être au quotidien.

■ **Proposer des formations au management** : bien souvent, une mauvaise communication dans une entreprise peut être facteur d'incompréhensions et de tensions entre associés, entre responsable et salarié, entre salariés... Savoir travailler avec l'humain et gérer du personnel ne sont pas innés et nécessitent à minima d'être doté de bonnes bases en management. Un socle solide que nous porterons auprès des écoles dans les formations initiales, et proposerons dans le cadre de formations continues aux agriculteurs.



RETROUVER LE SENS À LA PROFESSION D'AGRICULTEUR

Les agriculteurs, dans leur essence première, sont bien plus que de simples cultivateurs de la terre. Ce sont des « **ingénieurs du vivant** » qui orchestrent un dialogue constant entre l'Homme et la terre, guidés par un savoir ancestral... **Agriculteur, c'est donc un métier formidable** : c'est d'abord nourrir nos concitoyens, c'est aussi créer de l'emploi dans les territoires. De quoi inspirer les jeunes et répondre à leur quête de sens... **L'Agriculture reste par ailleurs un secteur qui, comme tout autre, rémunère et permet de bien vivre.**

Pourtant, être agriculteur aujourd'hui relève parfois de l'équilibrisme : il faut réussir à construire une stratégie avec des politiques pas toujours claires, dans un environnement social souvent contradictoire. Il n'y a qu'à prendre pour exemples les doléances du citoyen, qui exigent une agriculture toujours plus vertueuse, et le consommateur qui veut acheter « le pas cher » et « le rapidement consommable ».

Certes, il faut que l'Agriculture évolue mais **nous, FDSEA et JA de la Mayenne, affirmons qu'on ne peut pas tout changer et que si changements il doit y avoir, ils doivent être inscrits dans le temps. Pour cela, nous devons l'expliquer.** Nous avons actuellement une grande Agriculture en France, c'est à nous de la valoriser. **Redonner ses lettres de noblesse à notre Agriculture, un vrai défi que nous sommes prêts à relever !**

NOUS AGISSONS POUR :

1// PERMETTRE AUX AGRICULTEURS D'ÊTRE ACTEURS

■ **S'investir dans les lieux de décisions** : le bon sens paysan n'est pas vain mot... Par leurs connaissances plurielles, les agriculteurs ont un rôle à jouer au sein des collectivités et des organisations professionnelles.

■ **Défendre les intérêts des Agriculteurs directement par des Agriculteurs** : c'est là que nous positionnons notre rôle premier d'élus, en tant que syndicats agricoles. Notre Chambre d'agriculture doit rester au service des agriculteurs. Une charte d'engagement sera d'ailleurs signée par chaque élu issu de nos deux réseaux.

■ **Informer/ former / accompagner les Agriculteurs élus** : nous accompagnerons la montée en compétences des élus agricoles, par un plan de formation continue.

■ **Représenter l'Agriculture dans sa diversité** : c'est en soutenant, par l'orientation et le conseil spécifique, toutes les ambitions productives et durables de l'Agriculture mayennaise, dans tous les territoires, pour toutes les productions que perdura la mixité des profils d'agriculteurs, de productions et de modes de productions sur notre département.

■ **Être force de propositions crédibles pour maintenir une Agriculture forte** : nous devons rester des interlocuteurs sérieux et responsables face aux pouvoirs publics pour une meilleure prise en compte des intérêts agricoles dans les politiques publiques.

■ **Accompagner l'acte de production et la volonté d'entreprendre** : pour permettre à ceux qui ont la volonté d'entreprendre de saisir de nouvelles opportunités, nous serons précurseurs dans l'accompagnement de la conduite des projets.

2// RENDRE LES AGRICULTEURS FIERS DE LEUR MÉTIER

■ **Produire pour assurer la souveraineté alimentaire** : nous demandons de réaffirmer l'objectif de croissance et de production agricole dans les ambitions départementales, régionales, nationales et européennes pour assurer la nourriture de la population.

■ **Montrer / démontrer les services et bénéfices rendus par les Agriculteurs et l'Agriculture dans les territoires** : outre le rôle prépondérant de nourrir nos concitoyens, il s'agit notamment de sortir de la polarisation « agriculteur contre environnement », conséquence d'une approche bien trop négative, et de mieux prendre en compte les pratiques vertueuses en place, les efforts accomplis et les atouts inhérents à chacune des productions. Entretien des haies et stockage du carbone sont des exemples éloquentes d'atouts de notre Agriculture.

■ **Répondre à la demande des marchés** : par marché, il s'agit de répondre à un besoin exprimé par le consommateur. Standard, plein air, agriculture biologique, vente directe... Cette réponse doit être sécurisée par des prix couvrant les coûts de production et permettant de dégager de la rémunération aux producteurs. Quant aux injonctions françaises et européennes de changements, nous demandons de les faire précéder d'une étude d'impact socio-économique qui mesure les effets sur les revenus des producteurs et sur la compétitivité des exploitations.

■ **Communiquer positivement sur le métier d'agriculteur et son rôle dans la société** : qui mieux que nous pour illustrer les bienfaits de l'Agriculture pour la société... Il nous revient alors l'impérieuse nécessité d'enrichir nos moyens de communication et de former les agriculteurs et leurs représentants, pour parler positivement du métier.

3// DÉSENCOMBRER LE BUREAU

■ **Poursuivre la simplification des procédures administratives** : à tout niveau, nous militerons pour continuer le travail entamé en Mayenne, en Région, en France, afin de simplifier les modalités et réduire les procédures administratives qui encombrant les agriculteurs. Dès qu'une démarche collective pourra se faire d'office, sans formulaire individuel à compléter et à renvoyer, nous la soutiendrons.

■ **Assurer la cohérence des normes environnementales** : nous continuerons à combattre toutes surtranspositions réglementaires inutiles, complexifiant le métier d'agriculteur en l'alourdissant de calendriers et de restrictions à suivre à tout niveau. La surcouche de normes ne doit plus être la norme !

■ **Faciliter la gestion administrative de l'exploitation** : pour redonner de la compétitivité aux exploitations mayennaises et françaises, nous proposerons des mesures pratiques au service de la gestion administrative des exploitations. Selon les besoins exprimés, nous mobiliserons les nouvelles technologies pour gagner en efficacité. Nous militerons ainsi pour harmoniser les plateformes administratives afin qu'un document demandé à l'agriculteur par plusieurs organismes ne soit envoyé qu'une seule fois, et ce de façon sécurisée.

■ **Prôner le contrôle unique et le droit à l'erreur** : le contrôle unique devra être rapidement mis en place. Compte tenu de la complexité administrative franco-française, la présomption de bonne foi de l'agriculteur doit primer, et la sanction doit être dimensionnée au préjudice, de la dépenalisation de certaines infractions à la promotion des alternatives pénales en passant par la révision du quantum des peines.



BIEN VIVRE DU MÉTIER D'AGRICULTEUR

Agir pour mettre un coup d'arrêt à la perte de compétitivité des exploitations agricoles et à la paupérisation grandissante des agriculteurs, **c'est l'engagement de Jeunes Agriculteurs et de la FDSEA de la Mayenne.**

Pour y parvenir, il faut activer tous les leviers qui consolident la rémunération et la viabilité de notre métier, qui assurent la résilience de nos activités dans un monde qui voit ses équilibres économiques, climatiques et géopolitiques se reconfigurer.

Les jeunes qui s'installent ont besoin de visibilité et de sécurité sur leurs projets particuliers. A cette fin, la contractualisation doit être un outil privilégié.

Depuis 2018, avec les lois EGALIM 1 et 2, Jeunes Agriculteurs et la FNSEA ont contribué à une meilleure répartition de la valeur sur l'ensemble de la chaîne. Une grande première après des décennies de déflation sur le prix des produits agricoles au nom d'une course mortifère au prix toujours plus bas.

NOUS AGISSONS POUR :

1// DÉVELOPPER DE LA VALEUR

■ **Développer l'acte de production des agriculteurs et agricultrices** : notre ambition est de promouvoir une agriculture de productions, alimentaire et énergétique, qui s'appuie sur des agricultrices et des agriculteurs qui maîtrisent leurs exploitations, sont autonomes dans leurs choix et sont en mesure de porter des projets de développement. Cela suppose que les agriculteurs puissent bénéficier d'un accès garanti aux moyens de production essentiels (intrants, eau...), de définir un cadre incitatif et lisible, correctement dimensionné aux enjeux et aux réalités agronomiques, économiques, sociales et environnementales du moment et porteur de sens pour les agriculteurs. Il est temps de mettre un coup d'arrêt aux décisions qui génèrent des facteurs limitants à la production agricole !

■ **Être rémunéré pour nos prestations environnementales** : outre l'importance de rappeler le rôle prégnant des agriculteurs dans l'entretien des territoires et le stockage du carbone, nous proposons notamment la reconnaissance contractuelle (contrats d'engagements rémunérés) et fiscale, à travers la loi, du caractère agricole des prestations pour services environnementaux (PSE) lorsqu'elles sont réalisées par des exploitants agricoles et qu'elles sont en lien avec leurs activités. Cela apporterait une sécurité dans le traitement des sommes perçues et renforcerait la conviction auprès des agriculteurs que ces pratiques s'inscrivent pleinement dans la conduite raisonnée et moderne de l'agriculture que nous défendons. Les actions reconnues « prestations environnementales » seraient toujours en lien avec la conduite culturale de l'exploitant et non à son encontre (pas de décroissance consentie).

2// FAIRE DE SES ACQUIS ET DE SES RÉSEAUX UNE FORCE

■ **Développer la pluralité des types d'agricultures et les pérenniser** : nous soutenons toutes les ambitions productives et durables de l'agriculture mayennaise, dans tous les territoires, pour toutes les productions et en donnant les moyens pour assurer celles-ci. Aucun projet s'inscrivant dans cette dynamique ne doit subir d'opposition idéologique...

■ **Prioriser les systèmes polyculture-élevage pour sécuriser la valeur ajoutée et la vitalité des territoires** : force est de constater qu'en cas de difficultés conjoncturelles et/ou climatiques, bien souvent la typologie polyculture-élevage des exploitations agricoles mayennaises apporte une forme de résilience permettant de surmonter l'adversité. Il nous revient alors tout particulièrement la mission de tout mettre en œuvre pour préserver cet atout, en luttant notamment contre la décapitalisation et la décroissance de l'élevage sur notre département, tout en sécurisant les productions végétales.

■ **Rester acteur incontournable dans le panorama des organisations professionnelles agricoles, en redéfinissant un cadre pour l'agriculture mayennaise** : une gouvernance professionnelle, voilà la responsabilité de la mise en œuvre d'un projet de mandature, en faveur de l'agriculture mayennaise, partagé par les organisations professionnelles agricoles. Pour nous, Jeunes Agriculteurs et FDSEA, parce que les défis sont nombreux et d'ampleur, nous devons plus que jamais donner un cap à notre agriculture mayennaise et demeurer des acteurs de proximité, au service de tous les agriculteurs.

■ **Produire des indicateurs réactifs et des références utiles, en continu, en vue notamment de se projeter** : nous portons l'ambition d'avoir une Chambre d'agriculture, leader de l'expérimentation et de la donnée proactive, grâce au développement des compétences internes et aux liens avec les instituts techniques et les établissements d'enseignement. Mais aussi en étant précurseurs dans l'accompagnement de la conduite du changement pour appuyer les agriculteurs qui souhaitent saisir de nouvelles opportunités.

3// POUSSER ET VULGARISER L'INNOVATION

■ **Soutenir la formation initiale sur les bases de la technique, de l'économie et de la RH d'une exploitation agricole** : il est temps d'allouer des moyens financiers adéquats pour répondre aux enjeux de la souveraineté alimentaire et des transitions. L'objectif est de garantir que tous les futurs actifs agricoles reçoivent une formation de qualité. Pour ce faire, il faudra des programmes de formation en adéquation aux réalités du métier d'agriculteur, notamment en développant les compétences managériales et entrepreneuriales pour préparer les futurs chefs d'exploitation à gérer efficacement leurs exploitations et à relever les défis économiques et organisationnels de demain.

■ **Créer des innovations au service du revenu des agriculteurs** : nous devons être à la pointe de l'innovation, en dotant les agriculteurs d'outils utiles à leurs activités. Calculette pour mieux gérer son temps de travail, application numérique pour piloter l'irrigation, application pour signaler et estimer les dégâts sur cultures... C'est notamment via l'animation de groupes d'agriculteurs et la vulgarisation, que ces outils seront rendus plus accessibles. Nous serons également fermes pour protéger par le recours juridique les expérimentations autorisées face aux risques de dégradations.

■ **Proposer des actions innovantes, adaptées et apportées de valeur ajoutée** : par actions innovantes, c'est évidemment s'inspirer et poursuivre les journées « Innov'actions », portées par la Chambre d'agriculture, qui rencontrent toujours un franc succès. Animer, mettre en réseau des groupes d'agriculteurs ou en relation avec des experts pour appuyer des démarches de progrès, apportées de valeur ajoutée, tel sera notre crédo.

4// SÉCURISER SON ACTIVITÉ ET SES PRODUITS

■ **Continuer à être force de propositions et d'application des négociations** : la loi impose désormais la construction du prix en marche avant, grâce à une sanctuarisation dans les négociations commerciales du prix de la matière première agricole. C'est déjà un acquis fort de la FNSEA et JA, les seuls à les avoir obtenus. Dès lors, aux côtés notamment des organisations de producteurs, nous continuerons à lutter contre les contournements et dysfonctionnements encore trop nombreux et qui ralentissent le progrès de nos rémunérations.

■ **Faire monter en compétences les agriculteurs et agricultrices face aux marchés actuels** : vendre ses céréales sur le marché à terme, définir sa politique de vente, réaliser une étude de marché, mettre en place un point de vente et le rendre attractif, déterminer ses prix de vente de produits (fermiers notamment), vendre ses produits ou ses hébergements par internet, vendre aux GMS, commerces et restaurants... Savoir s'adapter et répondre aux marchés qu'ils soient de niche, locaux ou internationaux, n'est généralement pas inné. Aussi, nous continuerons à accompagner les producteurs et les organisations de producteurs, en les dotant de bases solides pour s'adapter, voire anticiper les tendances des marchés.

■ **Apprécier les risques et se préparer à les affronter** : grâce à l'action déterminée de Jeunes Agriculteurs et de la FNSEA, les agriculteurs disposent d'outils de gestion des risques rénovés, qui ont fait l'objet d'un ambitieux chantier articulant responsabilité individuelle, produit assurantiel et solidarité nationale. Face à l'évolution constante du climat, mais également face aux enjeux géopolitiques, économiques, etc., il reste impératif de donner les moyens aux agriculteurs d'apprécier les risques et de continuer à faire progresser les outils et les itinéraires culturels pour qu'ils sécurisent leurs activités et leur revenu. En résumé, défendre une politique de prévention et de protection efficace et accessible à tous !

■ **Sécuriser l'acte de production et le prix par la contractualisation « gagnant-gagnant »** : c'est notamment intégrer obligatoirement dans les contrats les indicateurs interprofessionnels reflétant les coûts de production et les prendre en compte majoritairement dans la formule de détermination du prix. C'est aussi allonger la durée de contractualisation pour les récents installés afin de sécuriser leurs investissements. C'est veiller à l'établissement des contrats avec les producteurs avant les négociations commerciales avec les distributeurs. C'est enfin renforcer les sanctions en cas de non-respect de dispositions d'Egalim.

■ **Prioriser l'adéquation « demande des consommateurs » et « offre des producteurs », en assurant l'acte de production** : l'opposition systématique de l'acte de production dit « standard » aux enjeux environnementaux doit cesser ! Car on ne compte plus les appels tonitruants à la responsabilisation du citoyen, qu'on oriente vers des marques se distinguant sur le marché comme « éthiques » et/ou « éco-responsables ». Cette individualisation de la réponse politique, bien faite pour flatter la bonne conscience morale, oblitère alors la qualité et la sécurité de nos productions agricoles françaises, comptant parmi les meilleures au Monde et les plus contrôlées. Elle évince par ailleurs pleinement les bases du marché de l'offre et de la demande, très souvent dictée par le pouvoir d'achat du consommateur devant les états.

■ **Sécuriser les outils de production, en maintenant la main-d'œuvre patronale et salariale** : il n'y a pas d'acte de production agricole sans homme ni femme, à la tête de celui-ci. En proximité avec les familles d'enseignement agricole de la Mayenne, nous avons tout d'abord pour ambition forte de continuer à remplir les classes d'élèves qui vouent un attrait pour l'Agriculture. A l'issue de leur cursus, l'enjeu est bel et bien de les maintenir dans nos filières agricoles, soit par l'installation, soit par le salariat. Avec nos partenaires comme l'Anefa 53 notamment, il nous incombera plus que jamais de faire se croiser des agriculteurs en recherche de main d'œuvre et de futurs salariés, qu'il faudra aussi faire monter en compétences pour atteindre de véritables qualifications.



RENFORCER L'AGRICULTURE DANS SES TERRITOIRES

Les projets agricoles sont intimement liés au dynamisme de nos territoires et à la capacité des agriculteurs à s'y développer. Il nous appartient de **maintenir un équilibre et une attractivité de nos territoires, tout en permettant à l'Agriculture de jouer son rôle structurant et pourvoyeur d'emplois**. Ainsi, il nous faut **lever certaines contraintes qui pèsent sur l'activité immédiate et engager des stratégies d'avenir pour les activités futures des agriculteurs**.

Nous, agriculteurs, sommes également les paysagistes de nos territoires. C'est d'autant plus vrai en Mayenne, où les **systèmes polyculture-élevage offrent une multitude de tableaux à nos concitoyens et au tourisme, tout en jouant leurs rôles en faveur des écosystèmes**.

En outre parce que nous en sommes les premières victimes, **nous sommes aussi les premiers acteurs de la lutte contre le changement climatique. Nous devons être en mesure de tenir notre rôle dans la décarbonation de l'économie française indispensable pour ralentir le réchauffement**. Cela passe nécessairement par des mesures d'accompagnement ambitieuses.

NOUS AGISSONS POUR :

1// GARDER UNE DÉMOGRAPHIE AGRICOLE FORTE

■ **Faire connaître et reconnaître les exploitations agricoles comme des entreprises à part entière, et ainsi faire valoir le rôle économique de l'agriculture** : avec leur 1,2 milliard d'euros de chiffre d'affaires annuel, les filières agro-alimentaires sont LA principale source économique de la Mayenne. Faciliter et accompagner les projets des agriculteurs, c'est assurer de conserver un tel potentiel !

■ **Assurer un accompagnement dès la première année après installation** : les premières années après l'installation sont les plus sensibles. Aussi, pour assurer une bonne continuité, nous proposons aux jeunes installés d'assurer un point à 6 mois d'exercice et de les doter d'un tuteur et/ou un référent de la Chambre d'agriculture.

■ **Fidéliser les étudiants en sortie d'écoles d'Agriculture vers les métiers de l'Agriculture** : encore trop de jeunes formés en Agriculture abandonnent l'idée d'évoluer dans le monde agricole, avant même d'avoir eu leur premier emploi... En relations étroites avec les familles d'enseignements, nous aurons à cœur de limiter cette fuite des futures compétences agricoles, en proposant des postes « tremplin », basé notamment sur du salariat.

■ **Mettre en valeur l'installation agricole comme toute autre création d'entreprise locale** : artisanat, commerce, industrie... Chaque création d'entreprise a son lot de coupures de presse et de ruban à couper en guise de cérémonie d'ouverture. Mais qu'en est-il lorsqu'un agriculteur s'installe dans une commune ? Nous militerons pour que chaque installation agricole sur notre département bénéficie du même égard. Là aussi se place la reconnaissance de notre métier.

■ **Rendre le milieu agricole attractif pour les salariés, en proposant des métiers « cousus-main »** : l'offre d'emplois et le management en entreprise agricole doivent s'adapter pour rendre notre Agriculture plus attractive. Ainsi, les chefs d'exploitation doivent désormais passer par une logique de collaboration et non plus de subalternité, en impliquant les salariés dans leur stratégie d'entreprises. En outre, le sujet de la rémunération ne doit pas être tabou, et doit être traité plus librement pour contrer la réputation de « salaire faible » dans le milieu agricole. Nous avons finalement des atouts à faire valoir comme l'autonomie, ou encore la gestion du travail « libre », à mettre à profit !

2// S'OUVRIR, ACCUEILLIR ET COMMUNIQUER

■ **Adapter la communication des collaborateurs Chambre d'agriculture au public cible :** techniciens, conseillers, chefs de services... A tous niveaux, chacun doit veiller à la bonne compréhension des messages adressés à l'endroit des agriculteurs. Avec toujours à l'esprit, l'intérêt agricole à l'échelle de l'individu, de l'exploitation ou encore du territoire dans lequel il/elle évolue.

■ **Performer la communication sur l'agriculture, tant du côté des organisations professionnelles que des agriculteurs :** tout comme les outils de communication, la manière de communiquer en agriculture doit évoluer. A la façon « des influenceurs » sur la toile, la Chambre d'agriculture, les organisations professionnelles plus largement, doivent assurer leur rôle de « lobbying » en faveur de l'Agriculture, en cherchant à positiver leurs messages dès que cela s'y prête...

■ **Renforcer les liens avec les écoles, de la maternelle au lycée, pour notamment ne pas abandonner le terrain aux associations en opposition avec le monde agricole :** nous nous engageons à multiplier les interactions entre les élèves et les agriculteurs, entre les écoles et les exploitations, entre les familles d'enseignement et les élus agricoles. Il est notamment urgent de resserrer les liens entre l'Education nationale et l'Agriculture, en initiant les élèves, dès le plus jeune âge, au fonctionnement des « fermes » autres que celles dites « pédagogiques », dont le rôle n'est évidemment pas à minimiser. Le stéréotype de la « ferme usine » doit définitivement être évincé des programmes et manuels scolaires. A contrario, c'est chevillé au corps que nous chercherons à créer des vocations en amplifiant les interventions dans les établissements scolaires.

■ **Produire une communication spécifique envers les collaborateurs des collectivités :** outre la nécessité de poursuivre voire développer le relationnel déjà en place avec les élus des collectivités, un travail de communication plus spécifique est à concevoir pour aussi sensibiliser également leurs collaborateurs. A chaque niveau, une forme de sensibilisation adaptée !

■ **Savoir communiquer sur les enjeux des exploitations, notamment lors de moments conviviaux :** il n'est plus à démontrer que la convivialité est l'un des facteurs de réussite pour porter et passer des messages. Aussi, à l'instar des « Fermes ouvertes » ou encore de « Terre en Fête », nous avons pour ambition d'organiser des événements à l'intention du grand public. A nous-aussi, il nous revient la responsabilité d'engager un travail autour du « Bien-vivre ensemble » dans nos campagnes.

■ **S'investir dans l'aménagement du territoire pour le rendre compatible avec l'usage agricole :** à l'instar d'aménagements de bourgs qui génèrent parfois des entraves aux déplacements d'engins agricoles, il nous faut veiller à ce que les activités agricoles ne soient pas les grandes oubliées des aménagements du territoire. Nos réseaux agricoles, maillés jusqu'aux communes, seront là pour mettre en alerte les élus professionnels si tel se présente le cas.

3// FAIRE VALOIR LA LÉGITIMITÉ DES AGRICULTEURS

■ **Être présent et s'investir dans les communes et les Communautés de communes, pour ériger l'agriculture comme une force des territoires :** nous ne cesserons de rappeler l'impérieuse nécessité pour les collectivités de compter parmi leurs élus des agriculteurs. Leur connaissance des territoires et leur pragmatisme demeurent de sérieux atouts dans le pilotage de projets... Tout comme nous soutiendrons l'indispensable présence de l'agriculture dans les diverses commissions thématique des territoires, en particulier les commissions « Economie ».

■ **Défendre la « non-contestation » de l'existant agricole et réaffirmer la priorisation de la production alimentaire :** un bâtiment agricole ou encore une fosse à lisier, par exemple, ne doit pas être remis en question à l'arrivée d'un projet riverain. Car leur implantation a logiquement été légitimée lors de la déclaration et/ou de la délivrance d'autorisation administrative. Sauf accord explicite des agriculteurs concernés, cette situation prévaut donc sur tout projet ultérieur, d'intérêt privé ou collectif, mené proche des exploitations.

■ **A chaque intention d'évolution réglementaire, exiger la pertinence et la solidité de la mesure en adéquation avec les possibilités du terrain :** le changement de règles s'accompagne généralement de son lot d'incidences plus ou moins fortes sur les activités agricoles, et pour lesquelles nous exigeons désormais une étude d'impact socio-économique pour notre Agriculture. Ce, afin d'éviter la difficulté réglementaire, l'adversité administrative ou encore l'impasse technique trop souvent ressentie ces deux dernières décennies...

■ **Imposer que les agriculteurs soient reconnus et consultés comme des acteurs économiques, dès lors qu'un projet ou un enjeu concerne leur territoire :** c'est avec beaucoup d'attention que nous veillerons à ce que les chefs d'exploitations agricoles soient traités avec le même égard que d'autres acteurs économiques des territoires, lorsqu'il s'agit de projet ou d'enjeu territorial. Nous ne concevons plus que certains reçoivent des courriers d'informations ou de consultations individuelles, quand pour d'autres c'est l'information collective en mairie qui prévaut...

■ **Être force de proposition ou d'opposition dès lors que l'agriculture est en jeu, et ce quel que soit le territoire concerné :** de la commune jusqu'à l'échelon européen, c'est très en amont des réflexions et souhaits de mutations que nous demandons à impliquer la profession agricole.

■ **Avoir conscience et faire prendre conscience du poids de nos réseaux agricoles :** nous, représentants de la profession agricole et de l'Agriculture, sommes légitimes pour interpeller au nom des agriculteurs, anciens agriculteurs, et toutes autres personnes que nous représentons, les organes décisionnels, que ces derniers soient situés à l'échelon communal, départemental, régional, national ou européen. Légitimes parce que nous sommes tous issus d'élections syndicales et/ou professionnelles, basées sur l'impartialité et la démocratie. Sachons être fiers de cette spécificité qui caractérise notre représentativité, que beaucoup d'autres activités économiques nous envient encore aujourd'hui ! Sachons cultiver cette force, former et communiquer en ce sens et au plus large !

En mettant en œuvre nos orientations, les élus de **Jeunes agriculteurs** et de la **FDSEA** de la Mayenne feront de votre Chambre d'agriculture un soutien essentiel pour accompagner les agriculteurs et les agricultrices dans leur quête de revenus, de reconnaissance, de liberté d'entreprendre et de valorisation de leurs rôles, dans un monde en constante évolution, quel que soit leur système de production.



**AGIR, ENTREPRENDRE ET RÉUSSIR !,
AVEC**

